

In the name of Allah, the Most Gracious, the Most Merciful



Copyright disclaimer

"La faculté" is a website that collects copyrights-free medical documents for non-lucrative use.

Some articles are subject to the author's copyrights.

Our team does not own copyrights for some content we publish.

"La faculté" team tries to get a permission to publish any content; however, we are not able to contact all the authors.

If you are the author or copyrights owner of any kind of content on our website, please contact us on:
facadm16@gmail.com

All users must know that "La faculté" team cannot be responsible anyway of any violation of the authors' copyrights.

Any lucrative use without permission of the copyrights' owner may expose the user to legal follow-up.



L'AVORTEMENT CRIMINEL ET THERAPEUTIQUE

I/ L'AVORTEMENT CRIMINEL :

1/ Définition :

C'est l'interruption volontaire de la grossesse ; càd l'expulsion prématurée, volontairement provoquée, sans nécessité médicale, du produit de conception.

2/ Les moyens abortifs :

a/ Les substances « dites » abortives :

En réalité, il n'existe pas de substances abortives, l'avortement n'est le plus souvent qu'une conséquence d'un phénomène d'intoxication généralisée (Essence de Persil, Ergot de Seigle, Décoction de Safran, Absinthe, Plomb, Permanganate de Potassium, injections d'Œstrogènes ou d'Extraits de Posthypophyse.....).

b/ Les manœuvres abortives :

- Indirectes : traumatismes abdominaux et vaginaux, massages violents du bas ventre, pétrissages énergiques et renouvelés de l'utérus
- Directes : dilatation du col, décollement instrumental ou hydraulique des membranes, ponction de l'œuf, curetage chirurgical.....

3/ Diagnostic Médico-légal

Le rôle du Médecin Expert consiste à apporter la preuve médicale que l'acte a été tenté ou accompli, puis à déterminer son caractère criminel.

a/ Diagnostic de l'avortement :

- **En cas d'avortement précoce**, survenant avant le troisième mois de grossesse : la preuve repose sur les aveux et les déclarations de la femme.
Cependant, si l'examen de la femme est fait précocement et qu'il existe une hémorragie, l'analyse histologique du saignement peut étayer le diagnostic.
- **En cas d'avortement tardif** : il faudra rechercher les signes d'une grossesse récente, voire d'un accouchement (développement de l'utérus, ramollissement du col, écoulement lochial au niveau de l'orifice, qui est généralement béant, une rétention placentaire, vergetures abdominales, modifications morphologiques des seins)
- **En cas de commission tardive** de l'Expert, le diagnostic est impossible.
- **Sur un cadavre**, le diagnostic va reposer sur l'examen de l'utérus et les constatations anatomopathologiques.

b/ Détermination du caractère provoqué ou criminel de l'avortement :

Les particularités permettant de distinguer un avortement spontané (fausse couche), d'un avortement provoqué ne sont pas assez connues pour pouvoir apporter une certitude, cependant on admet que :

- **En cas d'avortement provoqué**: les hémorragies sont durables, répétées ou profuses, l'œuf ponctionné est expulsé en deux temps, entraînant une rétention placentaire, source d'infection, les complications sont fréquentes.
- **Sur un cadavre**: la mise en évidence de traces de violences plaide en faveur de l'origine provoquée (perforation des culs de sac vaginaux, du col ou du corps utérin, gangrène utérine, embolie gazeuse, présence d'un corps étranger dans la cavité utérine, découverte d'une Septicémie à bacille Perfringens)

4/ Législation :

Le crime d'avortement criminel est puni par les articles 304 – 305 – 306 – 309 du Code Pénal Algérien.

L'auteur du crime d'avortement criminel encourt 01 à 05 années d'emprisonnement et une amende de 500 à 10 000 DA.

S'il ya mort de la femme, la peine est de 10 à 20 années d'emprisonnement.

En cas de récidive, la peine est de 05 à 10 années d'emprisonnement, et en cas de décès, la peine est portée au maximum.

La femme qui consent à se faire avorter encourt 06 mois à 02 années d'emprisonnement et une amende de 250 à 1000 DA.

II / L'AVORTEMENT THERAPEUTIQUE :**a/ Définition :**

L'avortement thérapeutique se définit comme l'expulsion prématurée, volontairement provoquée, du produit de conception, quel que soit l'âge de la grossesse, pour nécessité médicale.

L'avortement thérapeutique est à différencier de l'IVG, qui est interdite en Algérie, et qui s'effectue, en général, avant la douzième (12ème) semaine d'Aménorrhée, à la demande de la femme.

b/ Conditions Médico-Légales :

Quatre conditions doivent être obligatoirement réunies pour que l'indication médicale de l'avortement soit retenue :

- La future mère encourt un danger réel, extrême, menaçant sa vie ou son équilibre physiologique et/ou mental.
- Le danger doit être sous la dépendance directe et certaine de la grossesse.
- L'interruption de la grossesse fera sûrement cesser le danger.
- Il n'existe aucun autre moyen pour sauver la femme enceinte.

c/ Législation :

Article 308 du Code Pénale Algérien :

L'avortement n'est pas puni lorsqu'il constitue une mesure indispensable pour sauver la vie de la mère en danger, et qu'il est ouvertement pratiqué par un médecin ou un chirurgien, après avis donné par lui à l'autorité administrative.

Article 72 de la Loi Sanitaire :

L'avortement dans un but thérapeutique est considéré comme une mesure indispensable pour sauver la vie de la mère du danger, ou préserver son équilibre physiologique et mental gravement menacé.

L'avortement est effectué par un médecin dans une structure spécialisée, après un examen conjoint avec un médecin spécialiste.

Article 33 du Code de Déontologie :

Un médecin ne peut pratiquer l'interruption de grossesse que dans les conditions prévues par la loi.

Art. 303 - Quiconque, de mauvaise foi et hors les cas prévus à l'article 137, ouvre ou supprime des lettres ou correspondances adressées à des tiers, est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 3000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

CHAPITRE II

CRIMES ET DELITS CONTRE

LA FAMILLE ET LES BONNES MOEURS

SECTION I

L'avortement

Art. 304 - Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, manoeuvres, violences ou par tout autre moyen, a procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte ou supposée enceinte, qu'elle y ait consenti ou non, est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA.

Si la mort en est résulté, la peine est la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Dans tous les cas, le coupable peut, en outre, être interdit de séjour.

Art. 305 - S'il est établi que le coupable se livrait habituellement aux actes visés par l'article 304, la peine d'emprisonnement est portée au double dans le cas prévu à l'alinéa premier, et la peine de réclusion à temps élevée au maximum de sa durée.

هذا القانون لمدة سنة على الأقل وخمس سنوات على الأكثر.
المادة 303: كل من يفض أو يتلف رسائل أو مراسلات موجهة إلى الغير وذلك بسوء نية وفي غير الحالات المنصوص عليها في المادة 137 يعاقب بالسجن من شهر واحد إلى سنة وبغرامة من 500 إلى 3000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين.

الفصل الثاني

الجنايات و الجنع ضد الأسرة و الآداب العامة

القسم الأول

الإجهاض

المادة 304: كل من أجهض امرأة حاملا أو مفترض حملها بإعطائها مأكولات أو مشروبات أو أدوية أو باستعمال طرق أو أعمال عنف أو بآية وسيلة أخرى سواء وافقت على ذلك أو لم توافق أو شرع في ذلك يعاقب بالسجن من سنة إلى خمس سنوات وبغرامة من 500 إلى 10.000 دج.

وإذا أفضى الإجهاض إلى الموت فتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر سنوات إلى عشرين سنة.

وفي جميع الحالات يجوز الحكم علاوة على ذلك بال منع من الإقامة.

المادة 305: إذا ثبت أن الجاني يمارس عادة الأفعال المشار إليها في المادة 304 فتضاعف عقوبة الحبس في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الأولى وترفع عقوبة السجن المؤقت إلى الحد الأقصى.

Art. 306 - Les médecins, sages-femmes, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, ainsi que les étudiants en médecine ou art dentaire les étudiants ou employés en pharmacie, les herboristes, bandagistes, marchands d'instruments de chirurgie, infirmiers, infirmières, masseurs, masseuses, qui ont indiqué, favorisé, ou pratiqué les moyens de procurer l'avortement, sont, suivant les cas, punis des peines prévues aux articles 304 et 305.

L'interdiction d'exercer la profession prévue à l'article 23 peut être prononcée contre les coupables qui peuvent, en outre, être interdits de séjour.

Art. 307 - (loi n° 82-04 du 13 février 1982). Quiconque contrevient à l'interdiction d'exercer sa profession prononcée en vertu du dernier alinéa de l'article 306, est puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1.000 à 10.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être interdit de séjour.

Art. 308 - L'avortement n'est pas puni lorsqu'il constitue une mesure indispensable pour sauver la vie de la mère en danger et qu'il est ouvertement pratiqué par un médecin ou chirurgien, après avis donné par lui à l'autorité administrative.

Art. 309 - Est punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 250 à 1.000 DA, la femme qui s'est intentionnellement fait avorter ou a tenté de le faire, ou qui a consenti à faire usage de moyens à elle, indiqués ou administrés à cet effet.

Art. 310 - (loi n° 82-04 du 13 février 1982). Est puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque :

- soit par des discours proférés dans les lieux ou réunions publiques ;

المادة 306: الأطباء أو القابلات أو جراحو الأسنان أو الصيادلة وكذلك طلبة الطب أو طب الأسنان وطلبة الصيدلة ومستخدمو الصيدليات ومحضرون العقاقير وصانعو الأربطة الطبية وتجار الأدوات الجراحية والمرضون والمرضات والدلكون والدلكات الذين يرشدون عن طرق إحداث الإجهاض أو يسهلونه أو يقومون به تطبق عليهم العقوبات المنصوص عليها في المادتين 304 و 305 على حسب الأحوال.

ويجوز الحكم على الجناة بالحرمان من ممارسة المهنة المنصوص عليه في المادة 23 فضلا عن جواز الحكم عليهم بال منع من الإقامة.

المادة 307: (قانون رقم 04-82 المؤرخ في 13 فيفري 1982) كل من يخالف الحكم القاضي بحرمانه من ممارسة مهنته بمقتضى الفقرة الأخيرة من المادة 306 يعاقب بالسجن من ستة أشهر على الأقل إلى سنتين على الأكثر وبغرامة من 1000 إلى 10.000 د.ج.

ويجوز علاوة على ذلك الحكم عليه بالمنع من الإقامة.

المادة 308: لا عقوبة على الإجهاض إذا استوجبت ضرورة إنقاذ حياة الأم من الخطر متى أجراه طبيب أو جراح في غير خفاء وبعد إبلاغه السلطة الإدارية.

المادة 309: تعاقب بالسجن من ستة أشهر إلى سنتين وبغرامة من 250 إلى 1000 د.ج المرأة التي أجهضت نفسها عمداً أو حاولت ذلك أو وافقت على استعمال الطرق التي أرشدت إليها أو أعطيت لها لهذا الغرض.

المادة 310: (قانون رقم 04-82 المؤرخ في 13 فيفري 1982) يعاقب بالسجن من شهرين إلى ثلاثة سنوات وبغرامة من 500 إلى 10.000 د.ج أو بإحدى هاتين العقوبتين كل من حرض على الإجهاض ولو لم يؤدي تحريضه إلى نتيجة ما وذلك بأن :

- ألقى خطبا في أماكن أو اجتماعات عمومية؟

- soit par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, ou par l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, ou par la distribution à domicile, la remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou non fermée, à la poste, ou à tout agent de distribution ou de transport, de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affichages, dessins, images et d'emblèmes,

- soit par la publicité de cabinets médicaux ou d'établissements prétendus médicaux,

a provoqué l'avortement, alors même que la provocation n'a pas été suivie d'effet.

Art. 311 - Toute condamnation pour une des infractions prévues par la présente section comporte, de plein droit, l'interdiction d'exercer aucune fonction et de remplir aucun emploi, à quelque titre que ce soit, dans des cliniques ou maisons d'accouchement et tous établissements publics ou privés recevant habituellement à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse.

Toute condamnation pour tentative ou complicité des mêmes infractions entraîne la même interdiction.

Art. 312 - En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour des faits constituant, d'après la loi algérienne, une des infractions spécifiées à la présente section, le tribunal du domicile du condamné, déclare, en chambre du conseil, à la requête du ministère public, l'intéressé dûment appelé, qu'il y a lieu à application de l'interdiction prévue à l'article 311.

Art. 313 - Quiconque contrevient à l'interdiction prononcée en application des articles 311 et 312, est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

- أو باع أو طرح للبيع أو قدم ولو في غير علانية أو عرض أو المصق أو وزع في الطريق العمومي أو في الأماكن العمومية أو وزع في المنازل كتباً أو كتابات أو مطبوعات أو إعلانات أو ملصقات أو رسوماً أو صوراً رمزية أو سلم شيئاً من ذلك مغلفاً بشروط موضوعها في ظروف مغلفة أو مفتوحة إلى البريد أو إلى أي عامل توزيع أو نقل،

- أو قام بالدعاية في العيادات الطبية الحقيقية أو المزعومة.

المادة 311: كل حكم عن إحدى الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم يستوجب بقاء القانون الحكم بال منع من ممارسة أية مهنة أو أداء أي عمل بأية صفة كانت في العيادات أو دور الولادة أو في أية مؤسسة عمومية أو خاصة تستقبل عادة نساء في حالة حمل حقيقي أو ظاهر أو مفترض وذلك بأجر أو بغير أجر.

وكل حكم عن الشروع أو الإشتراك في الجرائم ذاتها يستتبع ذات المنع.

المادة 312: في حالة صدور حكم من جهة قضائية أجنبية حاز قوة الشيء المقضي فيه عن أفعال تكون إحدى الجرائم المحددة في هذا القسم طبقاً للقانون الجزائري، تقرر محكمة محل إقامة المحكوم عليه منعقدة في غرفة مشورة وبناء على طلب النيابة العامة وبعد دعوة صاحب الشأن قانوناً للمحضر أنه ثمة محل لتطبيق المنع المنصوص عليه في المادة 311.

المادة 313: كل من يخالف المنع المحكوم به طبقاً للمواد 306 فقرة 2 و 311 و 312 يعاقب بالسجن من ستة أشهر إلى سنتين وبغرامة من 500 إلى 5000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين.